

Accord professionnel
RÉGIME D'ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES DES ENTREPRISES
ET EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Vosges)
(29 juin 2009)

AVENANT N° 1 DU 16 OCTOBRE 2012

NOR : AGRS1397028M

PRÉAMBULE

Dans le cadre du suivi des comptes de résultats du régime conventionnel frais de santé assuré par Agri-Prévoyance, il a été constaté un déséquilibre technique.

Conscients du fait que ces résultats sont de nature à affecter durablement la pérennité du régime conventionnel frais de santé, les partenaires sociaux se sont accordés afin de prendre les mesures nécessaires de retour à l'équilibre du régime.

Article 1^{er}

Hausse des cotisations

Afin de tenir compte du déséquilibre constaté entre les cotisations encaissées et les prestations servies, il a été convenu d'augmenter les cotisations du régime frais de santé.

Le paragraphe 1 « Taux de cotisations et répartition » de l'article 9 « Cotisations » de l'accord collectif du 29 juin 2009 est ainsi modifié :

« 1. Taux de cotisations et répartition

Le montant mensuel de la cotisation afférente aux garanties frais de santé définies à l'article 6 est désormais fixé à 1,12 % pour la couverture obligatoire du salarié seul.

Ce taux est défini en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale.

Le financement de la cotisation est réparti comme suit :

- 5 € par mois, à la charge de l'employeur ;
- la différence entre la cotisation globale et la part employeur, à la charge du salarié.

De même, en cas de souscription à l'extension de garantie prévue à l'article 6, permettant à la famille du salarié de bénéficier des garanties conventionnelles, le montant mensuel de cotisation est désormais de 2 %. Ce taux est défini en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale et est à la charge exclusive du salarié.

Par ailleurs, les salariés ne remplissant pas les conditions d'ancienneté ainsi que ceux dont le contrat de travail est suspendu sans donner lieu à rémunération peuvent demander à bénéficier des garanties moyennant le paiement à leur charge exclusive de la cotisation dont le montant s'élève à 1,12 % du plafond mensuel de la sécurité sociale. »

Article 2

Dispenses d'affiliation

Dans l'article 5 « Demande de dispense d'affiliation », la liste des cas est annulée et remplacée par la suivante :

« 1. Les salariés qui bénéficient de la CMU complémentaire (CMU-C) ou de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS). La dispense d'affiliation ne joue que jusqu'à l'échéance du contrat individuel, le salarié devant ensuite obligatoirement être affilié au régime.

2. Les salariés couverts par une assurance individuelle frais de santé. La dispense d'affiliation ne joue que jusqu'à l'échéance du contrat individuel, le salarié devant ensuite obligatoirement être affilié au régime.

3. Les salariés qui bénéficient d'une couverture collective et obligatoire du fait d'une autre activité exercée simultanément et ne relevant pas du champ d'application du présent accord.

4. Les salariés ou apprentis sous contrat à durée déterminée d'une durée au moins égale à 12 mois qui ont souscrit une couverture individuelle frais de santé par ailleurs.

5. Les salariés ou apprentis sous contrat à durée déterminée d'une durée inférieure à 12 mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs.

6. Les salariés à temps partiel ou apprentis qui travaillent pour une seule entreprise, dès lors que la cotisation à leur charge est supérieure à 10 % de leur rémunération brute.

7. Les salariés couverts pour les mêmes risques à titre collectif et obligatoire en qualité d'ayant droit. »

Article 3

Les autres dispositions et conditions de l'accord départemental du 29 juin 2009 restent inchangées.

Article 4

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 5

Date d'effet

Le présent avenant entrera en vigueur au plus tôt le 1^{er} janvier 2013, sous réserve de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* au plus tard le 15 décembre 2012.

A défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, l'avenant sera applicable au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Laxou, le 16 octobre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FDSEA Vosges ;

Fédération départementale des CUMA Vosges ;

Entrepreneurs des territoires de Lorraine ;

Syndicat des maraîchers, horticulteurs et pépiniéristes des Vosges.

Syndicats de salariés :

UD CFDT Vosges ;

UD FO Vosges ;

UD CFTC Vosges ;

SNCEA CFE-CGC.